

## Burundi : des journalistes demandent la dépenalisation des délits de presse

@rib News, 03/05/2011 â€“ Source AFP Une centaine de journalistes burundais ont manifesté pour la dépenalisation des délits de presse et la libération d'un confrère accusé de trahison, à l'occasion de la journée internationale de la liberté de la presse mardi. "Nous sommes en train de manifester, à l'occasion de la journée internationale de la liberté de la presse pour exiger d'abord la libération de notre confrère Jean-Claude Kavumbagu, emprisonné injustement depuis des mois et qui risque la prison à vie", a déclaré Alexandre Niyungeko, président de l'Union burundaise des journalistes (UBJ). Le procureur a requis la prison perpétuelle mi-avril contre M. Kavumbagu, en détention préventive depuis juillet 2010. Le journaliste est accusé de "trahison" pour avoir mis en doute la capacité des forces de sécurité du pays à prévenir un attentat des insurgés islamistes somaliens sur le sol burundais. Plusieurs pays et organisations internationales ont condamné sa mise en détention. "Nous voulons demander également la dépenalisation des délits de presse, car cela a longtemps été utilisé par le pouvoir pour harceler la presse", a affirmé le président de l'UBJ. Selon lui la loi burundaise sur la presse prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. "C'est pour cela que nous nous levons contre la convocation du rédacteur en chef de la radio Isanganiro aujourd'hui (mardi), qui est un jour symbolique, par le procureur de Bujumbura", a protesté M. Niyungeko. Patrick Mitabaro, le rédacteur en chef de cette station privée, a été convoqué par le procureur de Bujumbura "pour une mise en garde" parce qu'il a récemment donné la parole à un opposant en exil, selon son avocat Me Raphaël Gahugu. "Le procureur lui a dit qu'il devait s'autocensurer car le gouvernement pour lequel il travaille ne va plus tolérer de tels comportements", a-t-il ajouté. Les relations entre le pouvoir burundais et la presse ont été souvent tendues au cours des dernières années. Plus d'une dizaine de journalistes ont été arrêtés, d'autres ont été convoqués par la justice ou menacés et ont préféré s'exiler à l'étranger.